

# Le Rappel

du Morbihan

JOURNAL DE GAUCHE ■ BI-MENSUEL D'INFORMATIONS ET DE DÉBATS ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE

## EDITORIAL



Par  
**Gwendal  
Rouillard**  
Premier secrétaire fédéral

### Clarifier, rassembler et gagner en 2007

*Les Français ont majoritairement voté Non lors du référendum du 29 mai. Au-delà des inquiétudes sur le Traité constitutionnel, ce vote est principalement la confirmation d'un profond malaise social. Nous le savons bien : le chômage, la précarité et le pouvoir d'achat notamment, nécessitent des réponses politiques structurelles.*

*Dans ce contexte, nous allons continuer la rédaction du Projet 2007. Tout en écoutant les attentes exprimées, contradictoires et incompatibles avec notre idéal socialiste pour certaines, nous devons fixer clairement nos priorités sur l'emploi, l'éducation, le logement et les services publics.*

*L'Union Européenne restera au cœur de nos réflexions. Comme les Morbihannais, nous sommes fiers de notre Oui au Traité ; ce texte représente un compromis indispensable pour la construction d'une Europe politique et sociale. A ce titre, je tiens à saluer toutes celles et tous ceux qui ont mené une campagne active et respecté le vote du 1<sup>er</sup> décembre.*

*Nos désaccords, en particulier sur l'économie de marché et sur la crédibilité du politique, seront tranchés lors d'un congrès en octobre prochain. Il nous permettra de clarifier notre ligne et d'élire les responsables à tous les niveaux. La victoire en 2007 est encore possible, encore faut-il nous mettre en ordre de bataille dès la rentrée.*

*Pour être pris au sérieux par les citoyens, notre parti doit être cohérent sur les idées comme dans son expression publique. Durant ces dernières semaines, nous avons entendu cette exigence à de très nombreuses reprises. L'absence de respect du vote du 1<sup>er</sup> décembre et les comportements dissidents sont totalement inacceptables.*

*Loin d'une "chasse aux sorcières" évoquée par certains, je souhaite - avec le Secrétariat fédéral - le respect normal de la règle démocratique commune. Comment concevoir, par exemple, les futures désignations internes aux élections nationales et locales si cette règle ne s'applique pas à tous ?*

*Dès le Conseil national du 4 juin, nous souhaitons également une direction nationale cohérente autour de François Hollande. A Gauche comme au PS, le rassemblement ne peut être factice et virtuel. Il se structure sur une ligne politique claire et sur une stratégie d'alliances crédible en France et en Europe.*

*Lors de la Conférence militante annuelle de la Fédération, qui se déroulera aussi en juin, nous aurons l'opportunité d'échanger ensemble sur ces enjeux déterminants pour notre avenir collectif.*

## La France dit "Non" Le Morbihan dit "Oui"

**50,60% des Morbihannais se sont prononcés en faveur du Traité constitutionnel. Le Morbihan s'inscrit donc parmi les 16 départements ayant répondu favorablement à la question posée, majoritairement situés dans l'Ouest de la France. Cependant, notre département perd 6 points par rapport au référendum de Maastricht. Il suit également la tendance nationale d'un refus essentiellement exprimé par les zones rurales et par les quartiers populaires des villes, notamment dans le Pays de Lorient.**

### François Hollande "Le débouché politique ne peut venir que de la gauche"

Extraits de l'interview donnée à France Inter le 31 mai 2005



**François Hollande :** (...) On voyait bien qu'il y avait, ces dernières semaines, un rejet puissant du pouvoir, du président de la République, du Premier ministre, qu'il y avait, sur l'Europe, des critiques qui étaient portées, alors même que le traité constitutionnel pouvait y répondre. Mais le malaise était aussi par rapport à l'Europe. Et enfin, une situation économique et sociale, notamment dans les quartiers populaires et pour les Français au travail qui sont inquiets par rapport à leur propre situation, à leur propre avenir... Il y avait là tous les ressorts du "non". Mais c'est une situation extrêmement difficile ; le pays vit mal, va mal et donc, il faut lui trouver un débouché politique. Ce débouché politique, ce n'est pas un changement de gouvernement qui en sera la traduction. Qui l'imagine ? Et j'ai d'ailleurs toujours prévenu, aussi bien les électeurs du "oui" que les électeurs du "non", qu'il n'y avait rien à attendre de ce point de vue de la consultation référendaire. (...) Le débouché politique ne peut venir que de la gauche, à condition que la gauche sache se ras-

sembler, au-delà des électeurs qui ont pu voter "oui" ou qui ont pu voter "non", sur un projet crédible et mobilisateur.

#### Mais de quelle gauche parlez-vous aujourd'hui ?

**F.H. :** De la gauche, à mon avis, qui veut venir aux responsabilités du pays et qui ne veut pas mentir. Parce que c'est la question, aujourd'hui, qui doit être, à un moment, abordée : est-ce que l'on est simplement dans un mouvement protestataire ? On peut dire "non", on sait dire "non" et on est capable de construire, et de construire quelque chose de durable, c'est-à-dire une alternative qui soit à la fois victorieuse sur le plan électoral - c'est déjà un premier pas décisif - et, deuxièmement, qui soit capable de durer, c'est-à-dire de ne pas s'éloigner des aspirations qui porteraient la gauche aux responsabilités. Voilà pourquoi je pense qu'il faut tenir le discours de la vérité.

#### Mais la gauche jusqu'où d'abord ? Vous dites la gauche, très bien la gauche, mais quelle gauche et jusqu'où la gauche ?

**F.H. :** La gauche qui veut gouverner sur cette base, c'est-à-dire qui accepte l'Europe et qui accepte le pouvoir. Il y a une partie de la gauche - je ne vous apprends rien - qui considère qu'elle n'a même pas à se poser la question de la participation au pouvoir - c'est l'extrême gauche - et qui ne veut même pas gouverner avec le Parti socialiste, ce qui, quand même, paraît difficile. Et puis, il y a

des tenants à gauche qui pensent que l'on peut rompre avec le marché - pas avec le libéralisme, il faut rompre avec le libéralisme -, avec le capitalisme. Mais là, disons les choses : je ne veux pas le double discours. Je ne veux pas que l'on soit, dans l'opposition, capables de porter toutes les espérances qui peuvent être demain des illusions ; et demain, aux responsabilités, les mêmes seraient là en train de dire qu'il y a la réalité, que l'on ne peut pas la contourner. Il faut être capable d'avoir de la volonté pour peser sur la réalité et, en même temps, de savoir ce que l'on peut promettre et ce que l'on peut tenir.

#### Tout de même F. Hollande, on ne peut pas faire l'impasse sur une réalité politique qui est sévère chez vous : ce Parti socialiste aujourd'hui, comment le qualifiez-vous ? Est-il partagé, divisé, déchiré ? Dans quel état est-il ce matin ?

**F.H. :** Le Parti socialiste avait fait un choix courageux et démocratique. Courageux, parce qu'il avait considéré que dans le cadre de ce référendum, il fallait répondre à la question qui nous était posée : est-ce que le traité constitutionnel était un progrès par rapport aux traités existants ? Il a donc fait ce choix, et il l'a fait démocratiquement, en votant, c'est-à-dire en participant d'abord à un référendum interne, avant d'en aller devant le pays pour ce référendum, qui connaît le résultat que l'on sait. (suite p.2)

## Quelques chiffres significatifs dans le Morbihan

Vannes : Oui à 62,73%  
Arradon : Oui à 70,87%  
Lorient : Oui à 52,42%  
Pontivy : Oui à 50,71%  
Questembert : Oui à 54,15%  
Auray : Oui à 55,73%  
Lanester : Non à 60,31%  
Pluvigner : Non à 52,19%  
Canton de Baud : Non à 58,98%  
Canton de Gourin : Non à 59,14%  
Canton de Port-Louis : Non à 55,25%

## Jean-Yves Le Drian Président de Région - Député du Morbihan

*"J'éprouve une grande tristesse en voyant que la France se met à côté du grand enjeu du siècle, la construction d'une Europe politique. Il y a eu beaucoup de malentendus, mais le combat pour l'Europe continue. Il y faudra plus d'explications et plus de clarté. C'est la responsabilité des femmes et des hommes politiques, et des partis. J'ai aussi deux raisons de satisfaction ce soir. D'abord, le choix de la Bretagne qui, conformément à son histoire et à ses traditions d'ouverture, s'est montrée déterminée. et puis, les Français ses sont appropriés l'Europe : le débat a eu lieu. Il doit continuer. C'est lui qui nous permettra de sortir du pot au noir politique dans lequel nous nous trouvons."*

Le Télégramme - 30 mai 2005

## Communiqué de Bernard Poignant

La France n'a pas ratifié le Traité Constitutionnel. Neuf pays l'ont déjà fait. Tous les autres doivent arrêter leur choix souverainement. Il ne revient à aucun pays de décider pour les autres. Comme le Traité le prévoit, rendez-vous est fixé fin 2006.

C'est le deuxième Traité d'Union politique que la France refuse : la Défense en 1954, la Constitution en 2005. Aujourd'hui, le champ a donc été ouvert aux libéraux acharnés et aux nationalistes nostalgiques.

Beaucoup de Socialistes ont défendu l'adoption de ce texte en conformité avec leur histoire, en fidélité à leurs valeurs, en association avec tous les partis socialistes européens, en étroite liaison avec la Confédération européenne des Syndicats.

Les députés socialistes français au Parlement européen resteront disponibles pour participer avec leurs collègues au travail d'explication et de conviction des citoyens dans tous les pays, surtout quand une consultation référendaire est prévue.

**Bernard Poignant**

## TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

# François Hollande "Le débouché politique ne peut venir que de la gauche" (suite)

Nous n'avons pas pu, je le reconnais, convaincre nos électeurs de se départir de ce qui était leur intention première, c'est-à-dire sanctionner un pouvoir qui ne les avait pas entendus l'année dernière, exprimer un malaise par rapport à la situation économique et sociale, dire qu'ils ne partageaient pas l'orientation, aujourd'hui, de l'Europe et qu'ils ne voyaient pas dans le traité, finalement, la réponse appropriée... Nous avons bien sûr entendu ce message. Mais nous n'avons pas été capables de leur dire de séparer les enjeux, que l'enjeu européen qui était très important, et que l'enjeu de politique intérieure, nous aurions l'occasion de revenir en 2007. Maintenant, beaucoup de mes électeurs m'ont dit que l'on se retrouvera en 2007, mais que là, c'était trop dur pour eux et qu'ils allaient dire "non". Je n'en tire pas la conclusion que le Parti socialiste serait lui-même en situation d'être contredit par ses électeurs. Nous avons à les rassembler sur une perspective d'alternance. Maintenant, il y a des socialistes qui n'ont pas respecté le choix des militants ; nous aurons à nous en expliquer et nous aurons à faire un grand débat en notre sein, sur trois points : un, quelle orientation pour le Parti socialiste, c'est-à-dire sur quelle ligne politique il veut aller devant les électeurs...

**Dont vous restez le premier secrétaire, au passage ? A aucun**

**moment, vous ne mettez cela en cause ?**

*F. Hollande :* Dont je reste le premier secrétaire... Deuxième choix que nous avons à faire, c'est quelle est la règle que nous nous imposons à nous-mêmes quand nous décidons au Parti socialiste, quand nous choisissons une orientation, quand nous choisissons un candidat.

J'entends déjà certains dire qu'il faut faire des primaires au-delà du Parti socialiste... Alors, quel est le rôle du Parti socialiste ? Et troisièmement, quelle stratégie de rassemblement de la gauche ? Nous venons d'en parler. C'est sans doute en donnant la parole aux militants, et bien entendu, c'est à ce moment-là que la question des dirigeants est forcément posée, lorsque l'on a cette confrontation démocratique en notre sein.

**Je remarque qu'à aucun moment (...) vous n'avez prononcé le nom de L. Fabius... Il y a un moment où il va falloir que vous vous retrouviez l'un et l'autre. Vous vous diriez quoi, ce matin, si vous l'aviez en face de vous ?**

*F. Hollande :* Nous sommes dans le même parti et nous aurons des choses à nous dire par rapport aux échéances que j'ai fixées et aux choix qu'il y a à faire. Mais j'ai un principe : c'est que quand on est dans la même formation politique, on doit respecter les règles, parce que sinon, on est forcément dans

une confrontation qui ne peut pas être réglée. Et c'est pourquoi, les règles, c'est le vote des militants. Et notre prochaine échéance, où nous serons tous concernés, ce sera d'aller devant les adhérents du Parti socialiste, que je souhaite nombreux à faire leur choix d'orientation, de stratégie et de direction.

**D. McShane, l'ancien ministre britannique des Affaires européennes nous disait, ce matin, que le traité était enterré par la France.**

*F. Hollande :* C'est la conséquence européenne, puisque vous souhaitez - et vous avez raison - qu'on y revienne. Les ressorts du vote sont essentiellement intérieurs : situation économique et sociale, impopularité du pouvoir, angoisse par rapport à l'avenir, mais la conséquence est européenne. Parce que - je l'avais aussi annoncé avant le référendum - le plus probable aujourd'hui, c'est qu'il n'y aura plus jamais de Constitution européenne, en tout cas avant très longtemps. Nous allons vivre - et c'est finalement le souhait des Britanniques, ils vous ont fait cette confiance - avec les traités existants pendant de longues années. C'est-à-dire que toute l'Europe que nous avons critiquée, les uns et les autres, tenants du "oui" et tentants du "non", pendant cette campagne, c'est cette Europe-là qui va continuer. Voilà la conséquence.

## Vannes Commentaire au lendemain du résultat du référendum



**Nicolas Le Quintrec - Secrétaire de la section de Vannes**

Au lendemain des résultats du référendum, je voudrais dire, tout d'abord, ma satisfaction au regard du taux de participation qui reflète l'intérêt des Vannetais à la question européenne exprimé durant toute la campagne.

Le résultat donne une victoire nette pour le Oui d'autant plus que la mobilisation a été forte. Ce score traduit un attachement à la poursuite de la construction européenne et démontre que les Vannetais ont su faire la part des choses entre la volonté d'engranger les avancées sociales et politiques du traité et, à l'instar des autres villes de France, leur colère légitime à l'égard de la

politique intérieure française menée depuis 2002.

Sur ce point, je voudrais inviter la majorité municipale à ne pas ignorer la réalité sociale locale. Je la mets en garde de toute posture autistique comme pratiquée par sa majorité gouvernementale. Depuis 2001, les écarts se creusent entre la ville qui bénéficie du dynamisme économique et celle qui vit durement la précarité et le chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires RMI ou d'allocataires d'aides sociales communales ne cesse de croître. Au moment où le projet d'aménagement et de développement du Pays de Vannes se dessine, il y a urgence d'intégrer un véritable volet social pour un partage équitable de la richesse locale produite.

La gauche vannetaise favorable à la ratification du traité a pesé fortement dans le résultat de ce

dimanche en faveur de l'Europe et relayé explicitement cette attente de solidarité et de justice sociale attendue par nos concitoyens.

Certes, elle ne doit pas nier les lignes de fracture interne. Si elle souhaite porter à terme un réel projet politique cohérent et responsable, capable de la conduire aux responsabilités locales, elle doit se retrouver dans une dynamique collective. Elle se doit d'incarner un projet partagé autour d'un nouveau "pacte républicain" orienté autour de deux priorités, le rôle des territoires (Communes, Agglomération et Pays) et celui des corps intermédiaires dans une relation contractuelle en lien avec l'échelon régional dans le cadre d'un Etat réformé et une société économique plus responsable à l'égard de la cause sociale.

**Vannes, le 30 mai 2005**

## Où crècheront nos jeunes ?

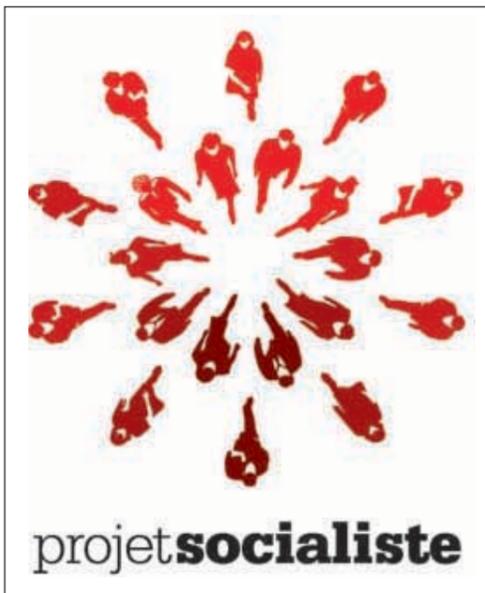
**Le Français a une relation particulière avec le logement, une relation affective. Or depuis les débâcles boursières, l'immobilier retrouve une recrudescence d'intérêt. Tant est si bien que le logement devient produit, avec des enjeux spéculatifs, des multi-proprétaires, la défiscalisation aidant.**

Pour plusieurs raisons, l'attractivité du Sud-Morbihan se traduit selon l'Insee par une croissance démographique exceptionnelle en France. Si l'intérieur de la Bretagne se vide peu à peu, l'exemple du pays de Vannes est emblématique avec, dans les 10 ans à venir, près de 45 000 personnes supplémentaires. Or il nous faudra les accueillir. La loi du marché, qui ne s'accommode pas du blocage du prix des loyers, s'emballe alors : la demande est croissante et l'offre limitée près des eldorado. Oui, comme l'a souligné Jean-Yves Le Drian, l'Habitat est un enjeu majeur pour la Bretagne.

Et c'est une station d'essence qui disparaît en centre-ville, et les promoteurs y dressent un immeuble : chaque espace gagné verra sa densité démographique accentuée verticalement, tout comme sa cherté.

Pour loger ce flux démographique, c'est sur les pôles périphériques qu'il faudra compter. L'exemplarité du dispositif mis en place par Arradon (Rappel n°14) doit se décliner, se dupliquer ailleurs. Nombre de communes, sur des critères non financiers, auront à accueillir un maximum de deman-

deurs. Ils devront penser en priorité à nos jeunes. Dispositif à critères, densification horizontale des logements, mais aussi une montée de quelques étages, mixité urbanistique qui permettra d'éviter en bordure de ville le retour de ghettos et une vraie mixité de la population.



De même, par sa physionomie, par une architecture bien pensée, le lotissement doit pouvoir attirer une cible de population en vrai mal de logement. Penser aussi à l'introduction d'équipements prompts à valoriser le développement durable, à l'image du soutien de la Région aux équipements économes en eau, en énergie. Là est bien l'enjeu à venir.

Les communes plus éloignées vont aussi croître, de manière circoncentrique : elles répondront à la demande non satisfaite, celle d'être près de la mer, de la ville centre. Pour ces communes, la réflexion doit d'ores et déjà être initiée.

Démarrant dans la vie, sans pactole, aspirant à leur idéal, fragilisés par les difficultés d'accès ou de maintien de l'emploi priorité n°1, l'endettement guette les jeunes. Ou alors, c'est l'exode pour nombre d'entre eux. Ainsi repoussés, ils auront recours au transport et à ses errements.

Aussi, c'est dans l'aide à l'accession à la propriété pour nos jeunes, que nous devons être force de proposition. Et bien au-delà des 20 % de logement social de la loi, il faut inciter fortement à du logement avec accession à la propriété, en faveur des jeunes populations,

avec des mesures priorisant le versement du loyer, afin d'éviter l'écueil de l'endettement, et favoriser les possibilités de logements pour personne à mobilité réduite.

**Travaux de la section de Saint-Avé le 6 mai 2005**

### Daniel Moaligou Secrétaire départemental de la CFDT

*"Nous ne sommes pas trop surpris du résultat. En quelques mois nous avons vu le Oui, très haut dans les sondages, dégringoler pour finalement basculer sur le Non et atteindre le chiffre qui est sorti des urnes dimanche. Parallèlement, la grogne sociale allait crescendo. Au niveau syndical, nous avons relayé différentes attentes et nous n'avons jamais été entendus. Ce référendum a servi d'exutoire pour des Français qui n'avaient finalement que ce moyen pour se faire entendre. Par son absence de décision, nous considérons que Chirac est complètement responsable de ce résultat. Mais il ne faut pas se tromper, ce Non est un Non déstructuré, individuel, et les personnes, à l'extrême-gauche ou les transfuges du PS, qui ont voulu s'appuyer sur cette vague de ressentiment, vont se rendre compte qu'il n'y a personne derrière eux.*

*Sur les perspectives à venir, nous demandons l'élaboration d'un pacte social : les résultats sont là, on ne peut pas rester inertes. Les partisans du Oui, dont nous étions, ont mis en avant le traité, mais sur la grogne sociale, on est tous d'accord. Ce que l'on craint, c'est que l'on se reporte sur les petits jeux politiques pour les présidentielles et les législatives de 2007, alors qu'il faut maintenant traiter les choses à chaud. Concernant la nomination de Villepin, nous émettons de gros doutes, dès lors qu'il a été membre du précédent gouvernement. Mais on va juger sur pièce..."*

### Réunion publique sur la santé à Questembert

La section du Parti Socialiste de Questembert-Rochefort-Allaire organise une réunion débat intitulée :

### La réforme de la Sécurité Sociale et les enjeux pour la santé publique

avec  
**Michel Regereau**  
Président de la Caisse Nationale  
d'Assurance Maladie  
et les docteurs **Lamy et Baudry**  
médecins généralistes

**Lundi 6 juin 2005  
à Questembert  
Salle Alan Meur  
A 20 h 30**

## **MJS** Mouvement des Jeunes Socialistes du Morbihan

### Non : pour qui la sanction ?

Les jeunes socialistes ont défendu le oui avec force et conviction et nous n'avons pas à regretter notre choix. Même si le Morbihan et la Bretagne ont voté oui, il est clair que notre déception est grande, alors que près de 60 % des moins de 25 ans ont opté pour le non. Nous analyserons ce résultat car il est significatif du sens politique des jeunes. Nous devons ensuite rapidement nous mobiliser au sein de la gauche pour préparer l'alternance en 2007 avec un projet crédible porteur de nos valeurs.

Les citoyens français ont transmis un message multiples aux politiques. L'électorat d'extrême droite appelle à une France souverainiste. Les "non de droite" refusent une référence trop large au social dans

les textes européens. Certains de gauche ont toujours refusé de participer à la construction de l'Europe. D'autres "non de gauche" réclament une Europe plus sociale. A cela, nous pouvons dire que notre objectif est et restera le même, le moyen pour y parvenir ne les aura pas convaincus. Nous serons de ceux qui continueront le combat pour qu'une Europe sociale, politique et de défense voit le jour, car c'est l'essentiel.

Le Président et le Gouvernement doivent également prendre acte du résultat et en tirer toutes les conséquences. Le changement de Premier ministre ne doit pas rester de l'ordre du symbolique. Les Français ont clairement rejeté cette politique de casse sociale à laquel-

le nous nous opposons depuis 3 ans. Le trio Chirac / Raffarin / Sarkozy aurait du entendre les craintes exprimées à l'égard de leur politique lors des régionales et des européennes en 2004, lors des mobilisations de février mars 2005 et plus récemment contre le lundi de Pentecôte. Ils ont été sourds et aveugles. L'Europe aura été la victime de ce désordre politique.

Si la ratification du TCE s'avère impossible dans les pays membres, ce seront les citoyens européens qui auront perdu. Les avancées sociales politiques et démocratiques attendront... Combien de temps ?

**Gwennan Melscoët**  
Responsable  
du groupe de Lorient

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

**Samedi 4 juin - Paris**  
Conseil national du PS - 10h00

**Lundi 6 juin - Questembert**  
Réunion sur la santé - 20h30

**Jeudi 9 juin - Vannes**  
Conseil fédéral - 20h30

# Actualité

## Et maintenant ?

Le vote de dimanche dernier aura eu au moins le grand mérite de montrer l'impatience et le rejet de la politique économique et sociale menée par le gouvernement. On savait Chirac autiste devant la détresse de bon nombre de Français, mais le contenu de son discours et le replâtrage gouvernemental engagé avec la nomination de Philippe Galouzeau de Villepin au poste de Premier ministre ressemble plus à de la provocation qu'à une écoute des citoyens de notre pays. Cerise sur le gâteau revoilà Sarkozy qui doit être nommé à l'Intérieur avec rang de ministre d'Etat. Pensez-vous vraiment que le changement politique va être perceptible quand on prend les mêmes pour mener une politique différente ? Et je ne parle pas des relations entre les deux membres du tandem gouvernemental qui risque souvent de pédaler dans des sens différents. Que dire aussi des félicitations du Président à son ancien Premier ministre pour sa réussite et la qualité des réformes engagées !? Quand on constate que la politique menée par Jean-Pierre Raffarin a échoué sur toute la ligne, que le chômage augmente que le pouvoir d'achat des Français, hormis celui des plus nantis, a baissé, que les services publics sont en berne, il est tout à fait logique, selon Jacques Chirac, de féliciter l'auteur de ces brillants faits d'arme. Comme je n'attends donc rien de la droite au pouvoir ainsi que de la majorité des français, je me tourne donc vers la gauche pour qu'elle propose une alternance crédible pour remettre la France sur les rails. La campagne du référendum a montré qu'il existait des différences d'appréciation quant aux vertus attribuées à la politique européenne. Il faut donc en tirer les leçons pour l'avenir aussi bien sur le plan européen que sur le plan national. On ne fait pas le bonheur des gens à leur insu et même si l'on pense avoir raison ce n'est pas en essayant de passer en force que l'on résoudra le problème. Notre parti est à un croisement. Soit nous continuons à nous jeter des épithètes et des noms d'oiseau à la figure pour la plus grande joie de la droite, soit nous mettons au compte des profits et pertes les dérapages inhérents à la campagne du référendum et nous nous mettons au travail pour proposer aux Français un projet authentiquement de gauche pour 2007, en ayant bien soin de les écouter et de tirer les leçons du passé. Pour ma part c'est évidemment le deuxième cas de figure qui emporte mes suffrages c'est, je l'espère, le souhait et la volonté de tout bon militant socialiste qui se respecte.

*Le Cormoran*

# ACTUALITÉS DE LA FÉDÉRATION

## Retour en images... sur la campagne

Les deux dernières semaines de la campagne référendaire ont été particulièrement actives. Le Rappel a souhaité faire un retour en images sur ces moments de mobilisation qui ont contribué à la victoire du Oui dans le département (notamment le meeting régional du 25 mai à Lorient).



Ana Gomes - Députée portugaise - a plaidé en faveur du Traité.



François Hollande à la tribune à Lorient.



Michel Rocard - député européen - a explicité au public lorientais la nécessité de voter Oui au référendum.



Michel Rocard, François Hollande, Norbert Métairie, Jean-Yves Le Drian et Gwendal Rouillard, lors de la conférence de presse précédant le meeting du 25 mai à Lorient.



François Hollande, entouré de Bernard Poignant, Michel Rocard et des Jeunes socialistes, lors de la clôture du meeting régional.



Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral - est intervenu après le Maire de Lorient Norbert Métairie pour accueillir les intervenants de la soirée et inviter les électeurs à voter oui le 29 mai.



Près de 700 personnes se sont déplacées à l'Espace Cosmao Dumanoir le 25 mai dernier.



Paul Paboef et la section de Questembert ont accueilli Robert Goebbels - député européen luxembourgeois - le 19 mai.

### Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Abonnement pour 1 an : 20 €

## Le Rappel

Journal de gauche - Morbihan - L'indispensable et le nécessaire pour le Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan  
Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 74716 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php